



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 1

11 – INSTITUTION D'UNE TAXE ANNUELLE SUR LES FRICHES COMMERCIALES

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La ville de Blaye, à l'instar de nombreuses communes, présente un certain nombre de locaux commerciaux vacants.

Dans l'objectif notamment de lutter contre cette problématique et ainsi revitaliser le centre ville et assurer un dynamisme économique, par délibération du 2 juillet 2019, la ville a engagé, avec différents partenaires, un diagnostic de territoire et de coordination des démarches locales.

En parallèle de cette démarche, il est possible en application du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général des Impôts (notamment l'article 1530), d'instituer une taxe annuelle sur les friches commerciales.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- d'instituer la taxe annuelle sur les friches commerciales,
- d'appliquer le taux légal (majoré) de 10% (jusqu'à 20%) la première année, 15% (jusqu'à 30%) la seconde année et 20 % (jusqu'à 40%) à compter de la troisième année d'imposition,
- d'autoriser M le Maire à notifier cette décision aux services préfectoraux et à communiquer chaque année à l'administration fiscale, avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai

de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59790-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

